IUCN Conservation Outlook Assessment 2017 **(archived)**
Finalised on 26 October 2017

Please note: this is an archived Conservation Outlook Assessment for Dja Faunal Reserve. To access the most up-to-date Conservation Outlook Assessment for this site, please visit https://www.worldheritageoutlook.iucn.org.

Dja Faunal Reserve

SITE INFORMATION

Country:
Cameroon
Inscribed in: 1987
Criteria:
(ix) (x)

Site description:
This is one of the largest and best-protected rainforests in Africa, with 90% of its area left undisturbed. Almost completely surrounded by the Dja River, which forms a natural boundary, the reserve is especially noted for its biodiversity and a wide variety of primates. It contains 107 mammal species, five of which are threatened. © UNESCO

SUMMARY

2017 Conservation Outlook

Critiques

L’état actuel et la tendance des valeurs de patrimoine mondial sont gravement préoccupants en raison des pressions induites par les projets de développement (barrage, plantations, exploitation forestière) qui sont croissantes et menacent les valeurs et l’intégrité du site. Le barrage de Mékin dont l’exploitation a débuté représente une menace importante sur l’intégrité du bien d’autant plus qu’aucune mesure d’atténuation des impacts négatifs sur la réserve n’a été mise en œuvre. Le braconnage est une des menaces majeures et est récurrent au sein du bien, les secteurs Est, Sud et Nord-Ouest étant les secteurs les plus soumis à la pression de braconnage et des réseaux de trafiquants, y compris transfrontaliers, étant bien implantés autour de la réserve (UNESCO/UICN, 2015). Avec la présence d’importants projets industriels et de production d’énergie, il est à craindre que le braconnage continue d’augmenter. Il est donc essentiel que les autorités de gestion intensifient la lutte anti-braconnage et évaluent régulièrement son efficacité au sein du bien. La détérioration des forêts en périphérie du bien entraîne une fragilisation des habitats pour les grands mammifères et le maintien de la connectivité écologique du corridor forestier dans le coin Sud-Est de la Réserve est une priorité cruciale pour la conservation à long terme des grands mammifères et de la Valeur Universelle Exceptionnelle du bien. Pour le moment, les ressources humaines, financières et techniques sont insuffisantes pour contrôler efficacement l’ensemble de l’aire protégée et remédier aux principales menaces, notamment le braconnage. Les récentes données montrent une persistance d’une certaine diversité spécifique de la faune mais également le déclin inquiétant des populations de certaines espèces clés. Les valeurs naturelles du site sont toujours présentes mais en l’absence de réactions immédiates face aux menaces, elles vont continuer à se dégrader rapidement. Malgré les efforts en cours, la situation globale de la gestion du bien reste critique.

Current state and trend of VALUES

High Concern
Trend: Deteriorating

Les richesses naturelles sont toujours présentes sur le site et la diversité des espèces de moyens et grands mammifères est relativement préservée. La forêt demeure intacte et subit que peu de menaces, ce qui est un point fort positif. Néanmoins, la situation est très préoccupante. Des signes de détérioration sont présents. Il y a une forte diminution perceptible des effectifs de faune sauvage (catastrophique pour les éléphants et d'un epréoccupation importante pour les grands singes) comparé aux niveaux relevés à l'époque de l'inscription. Cette forte diminution de certains grands mammifères risque d'entraîner une perte de leurs fonctionnement écologique. La demande en terre, en viande de brousse et le trafic organisé des produits animals (ivoire, écailles de pangolins, trophées de grands singes) associés à la pression des projets de développement (plantations, barrage, exploitation forestière) installés à la périphérie du site pourrait provoquer une nouvelle baisse des valeurs du site. La détérioration des forêts en périphérie du bien entraîne une fragilisation des habitats pour les grands mammifères et le maintien de la connectivité écologique du corridor forestier dans le coin Sud-Est de la Réserve est une priorité cruciale pour la conservation à long terme des grands mammifères et de la Valeur Universelle Exceptionnelle du bien.

Overall THREATS

Very High Threat

Les menaces les plus significatives sont le braconnage actuel et potentiel, soutenu par la corruption, ainsi que la perte et la fragmentation de l'habitat pour les grands mammifères résultant de la déforestation dans la périphérie du bien. La présence des projets hydro-électrique et de plantations industrielles à proximité du bien risquent d'augmenter encore davantage ces menaces. Il est indispensable que ces opérateurs économiques s'investissent plus dans la lutte anti-braconnage et dans le suivi écologique. Malgré des actions positives entreprises par certains de ces opérateurs depuis la seconde moitié de l'année 2013, et le soutien de partenaires en conservation qui ont permis une meilleure surveillance et un renforcement des équipes de monitoring dans certaines parties du bien, la menace du braconnage reste présente et a un impact négatif

sur la Valeur Universelle Exceptionnelle du bien. Le maintien de la connectivité entre le Dja et le reste de la TRIDOM en assurant une bonne gestion du corridor forestier dans le coin Sud-Est de la Réserve est d'une priorité critique pour la conservation à long terme des populations de grands mammifères et donc de la Valeur Universelle Exceptionnelle du bien.

Overall PROTECTION and MANAGEMENT

Some Concern

En raison d’une application inefficace des ressources, la gestion du site n’est pas efficace et reste préoccupante particulièrement pour le contrôle du braconnage malgré un effort des autorités de gestion ces dernières années. L’intensification du braconnage est liée à l’augmentation de la demande en viande de brousse, au trafic organisé et international de produits animaliers, à la corruption et l’impunité des contrevenants et à la faiblesse des contrôles anti-braconnage (pas assez fréquents, ne couvrant pas toute la réserve). La mise en place de nouveaux systèmes de suivi (MIST/SMART et pièges-caméras) avec l’appui technique des partenaires pourrait permettre une meilleure surveillance du bien et surtout une évaluation de l’efficacité de cette surveillance. Cependant, le manque criant de personnels formés (écogardes) reste le premier frein à l’efficacité de cette surveillance.

FULL ASSESSMENT

Description of values

Values

World Heritage values

▶ Large éventail d’espèce de primates

Criterion:(x)

Bien que la zone ait été peu étudiée, elle est connue pour renfermer une large gamme d’espèces de primates dont le gorille de plaine de l’Ouest, le cercopithèque hocheur, le cercopithèque moustache, le cercopithèque couronné, le talapoin, le lophocèbe à joues grises, le mangabey agile, le mandrill, le potto, le galago de Demidoff, le colobe noir, le colobe noir et blanc et le chimpanzé (Evaluation UICN, 1987; Bruce et al. 2017ab ; Bruce et al. In prep. ; Ngo Bata et al. In press).

▶ Habitat pour de nombreuses espèces remarquables dont beaucoup sont menacées dans le monde

Criterion:(x)

La Réserve du Dja est une des forêts pluviales d’Afrique les plus riches en espèces. Elle comprend l’habitat de nombreuses espèces animales et végétales remarquables dont beaucoup sont menacées dans le monde. Elle abrite plus de 100 espèces de mammifères dont au moins 14 espèces de primates. De plus, des espèces phare telles que l’éléphant de forêt (vulnérable) et le perroquet gris (en danger) ainsi que le bongo et la panthère vivent dans la réserve (SoOUV, 2011). On y trouve en plus le chat doré, le céphalophe à ventre blanc, l'oryctérope, le pangolin géant et le pangolin à écailles tricuspides (Bruce et al. 2017ab; Ngo Bata et al. in press). Les reptiles présents comprennent le python et deux espèces de crocodiles

(les deux étant des espèces menacées) (SoOUV, 2011). Parmi les oiseaux, on trouve le tisserin de Bates (en danger) endémique au sud Cameroun, la fauvette du Dja et le picathartes du Cameroun et une dizaine de rapaces nocturnes menacés (Christy, 1994). 29 espèces de chauve-souris ont également été répertoriées par Bakwo fils (2009).

► **Forêt pluviale primaire avec des écosystèmes riches et variés**
Criterion:(ix)

La forêt primaire de la réserve du Dja est intéressante pour sa diversité d'espèces et son état de préservation unique. Avec sa diversité topographique et sa triple influence biogéographique et géologique, elle présente un écosystème riche et varié qui reflète l'évolution écologique en cours dans ce type d'environnement. Elle appartient au bloc forestier considéré comme le plus grand en Afrique pour le maintien de la diversité biologique. La végétation est constituée essentiellement de forêt dense humide et sempervirente du bassin du Congo avec une canopée principale à 30-40m pouvant aller jusqu'à 60m. La strate arbustive contient plus de 53 espèces. La forêt est aussi riche en lianes. La strate herbacée se compose essentiellement d'espèces de Marantacées et de Mapania. La forêt pluviale du bassin du Congo est aussi caractérisée par des zones de forêt à Gilbertiodendron dewevrei presque pure. Les autres principaux types de végétation sont la végétation de marécages et la forêt secondaire aux alentours des anciens villages (qui furent abandonnés en 1946) et des plantations de cacao et de café récemment abandonnées. La composition de la forêt secondaire est sensiblement différente de par sa rareté en espèces de Méliacées (SoOUV, 2011).

Assessment information

Threats

Current Threats

Very High Threat

Le braconnage qui est récurrent à l’intérieur du bien est une des menaces majeures et une des plus inquiétantes. Des réseaux organisés opèrent autour du bien avec le soutien des élites locales. Les tendances évolutives relevées montrent une baisse drastique de la population d’éléphants et une relative diminution des gorilles. Le braconnage d’éléphants, en particulier, est en nette augmentation. L’application des lois et des procédures judiciaires à l’encontre des braconniers est entravée par la corruption, les contrevenants trouvant des arrangements pour éviter les sanctions.
Il est primordial d’intensifier encore l’effort de surveillance et l’application des lois pour mieux contrôler le braconnage surtout en regard de l’afflux significatif de populations lié aux projets du barrage de Mékin et des plantations industrielles.
Autre menace grave auquel fait face le bien est l'exploitation forestière dans sa périphérie qui fragilise l'habitat des grands mammifères. La déforestion autour du Dja risque de transformer le bien en une véritable île forestière. Le maintien de la connectivité entre le Dja et le reste de la TRIDOM, en assurant une bonne gestion des forêts dans le seul corridor restant au coin Sud-Est de la Réserve, est critique pour la conservation à long terme des grands mammifères et de la Valeur Universelle Exceptionnelle du bien, y compris ses conditions d'intégrité.
En ce qui concerne le projet de barrage hydroélectrique de Mékin, le PGES n’est pas mis en œuvre et la société Hydro Mékin n’a pas d’expert en environnement pour superviser cette mise en œuvre. Aucune mesure d’atténuation des impacts du projet n’a été prise alors que le barrage est opérationnel (et que la construction d’un deuxième barrage est en projet) et que l’EIES avait identifié une série d’activités à impact négatif sur la VUE du bien.

► Poaching

Very High Threat
Inside site, throughout(>50%)
Outside site

La chasse commerciale est en augmentation malgré un renforcement récent des effectifs d’écogardes et représente la menace principale pour le site.

Cette augmentation constatée les années précédentes (SOC report, 2008 & 2010 et UNESCO/UICN, 2012) se confirme avec les données de 2015. Le braconnage est récurrent à l'intérieur du bien, les secteurs Est, Sud et Nord-Ouest étant les secteurs les plus soumis à la pression de braconnage. Les braconniers ne semblent pas être inquiétés par les poursuites pénales car ils arrivent à trouver des arrangements pour ne pas être sanctionnés à la hauteur de leurs actes (UNESCO/UICN, 2015), faisant signe d'un niveau de corruption inquiétant au sein des autorités locales. Le braconnage d'éléphants est particulièrement inquiétant et en augmentation ; la zone de Djoum étant le centre du trafic transfrontalier. Le nombre de pointes d'ivoire saisies est passé de 37 en 2013 à 66 en 2014, (SOC report, 2014) et 79 en 2015, (SOC report, 2015). Il faut rappeler qu'un marché pour la viande d'éléphant existe en Afrique centrale et au Cameroun et que c'est une des principales motivations (après l'ivoire) pour tuer un éléphant (sa viande pouvant rapporter jusqu'à 5 000 $) (Randolph et Stiles, 2011).

Il est possible que cette augmentation de saisies soit le résultat d'un effort de surveillance accru (+61% de 2013 à 2014), cependant, il est indéniable que le braconnage d'éléphants soit toujours important. Une étude réalisée récemment (MINFOF/UICN, 2015) a révélé une baisse de la population d'éléphants (effectif estimée à 420) et une relative diminution des gorilles. La situation de l'éléphant demeure particulièrement préoccupante compte tenu du fait que cette espèce est considérée en voie d'extinction lorsque son effectif se situe en dessous de 200 (MIKE, 2012). La baisse vertigineuse de l'effectif d'éléphants pourrait remettre en cause le critère (ix) du fait du rôle important de ce grand mammifère dans la dynamique des écosystèmes et les processus écologiques (UNESCO/UICN, 2015).

Par ailleurs, le rapport d'activités d'African Wildlife Foundation (AWF) de janvier à juin 2015 fournit des informations alarmantes sur l'ampleur du braconnage. Ce rapport fait état de 36 personnes interpellées, 24 armes et 456 munitions saisies, 91 campements et 399 pièges détruits, 282 douilles de munitions fraichement utilisées, 18 pointes d'ivoire et près d'une demi tonne de viande saisies. Ce rapport estime que le braconnage est le fait de groupes de chasseurs bien organisés et que la RFD est devenue un véritable abattoir (UNESCO/UICN, 2015).

Au Cameroun et notamment aux alentours de la réserve du Dja, le trafic de grands singes (viande et trophées) devient de plus en plus organisé avec des réseaux structurés de trafiquants semblables à ceux du commerce d'ivoire.

Le trafic de pangolins, soutenu par le marché asiatique et utilisant les mêmes réseaux que pour l'ivoire, est également si intense qu'il pourrait rapidement mener l'espèce à l'extinction (LAGA, 2016).
Il est probable que le braconnage continue d'augmenter en raison des importants projets industriels et de production d'énergie implantés dans les environs. Il est essentiel de renforcer les effectifs des écogardes et leurs capacités opérationnelles dans les différentes antennes pour une surveillance efficace de toutes les pressions anthropiques (UNESCO/UICN, 2015).

► Hunting (commercial/subsistence)

Low Threat
Inside site, throughout(>50%)
Outside site

Les chasseurs traditionnels disposant de droits d'usage à l'intérieur de la réserve posent un défi très particulier. Le Service de Conservation doit en effet reconnaître les droits coutumiers de chasse traditionnelle de ces populations même si la question de l'évolution du matériel utilisé (câbles en acier, armes à feu, etc.) n'est pas encore réglée (UNESCO/UICN, 2006). La chasse traditionnelle est autorisée uniquement dans l'espace d'utilisation villageoise conformément aux « droits d'usage » pour les communautés indigènes, cependant, elle ne doit ni concerner les espèces protégées ni faire l'objet d'une activité commercial (UNESCO/UICN, 2012). Il est à noter que la chasse commerciale est pour une grande partie basée sur la chasse traditionnelle. Il y a donc un besoin apparent de renforcer la régulation de la chasse traditionnelle ainsi que le matériel utilisé, afin d'éviter que la chasse commerciale s'effectue sous guise de chasse traditionnelle.

► Logging/ Wood Harvesting

High Threat
Inside site, localised(<5%)
Outside site

Bien que la déforestation à l'intérieur du bien est d'un niveau remarquablement bas, l'exploitation forestière affecte la totalité de la périphérie du site provoquant la fragmentation de l'habitat forestier et ayant, par conséquent, un impact sur la biodiversité (Betti J.L., 2004) et particulièrement sur l'habitat de grands mammifères rares et menacés.

L’exploitation forestière s’opère dans le cadre de concessions accordées aux opérateurs privés sur des unités forestières d’aménagements (UFA) ou, selon le cas, directement par les communautés locales. Cette exploitation forestière en périphérie favorise l’exploitation illégale à l’intérieur du bien. De plus, ses infrastructures périphériques facilitent l’accès à la réserve et le braconnage (réseau routier, véhicules, augmentation de la demande en protéines). L’exploitation forestière, ainsi que l’avancée du front agricole ont tendance à croitre d’année en année et à accentuer la déforestation, tel qu’illustré par des images satellitaires. Cette tendance à la déforestation progressive concerne surtout les secteurs ouest et sud et aurait, d’après les ONG locales rencontrées sur le terrain un lien avec l’augmentation de la population dans la périphérie de la RFD. Elle représente une menace sur la VUE du bien car elle fragilise l’habitat des grandes espèces rares et menacées et porte atteinte à l’intégrité du site (UNESCO/UICN, 2015). Le seul véritable corridor pour la grande faune entre le Dja et le reste du TRIDOM (Tri National Dja-Odzala-Minkébé) encore fonctionnel est au coin Sud-Est de la Réserve, consistant actuellement d'un UFA (10-036). Le maintien de cette connectivité est critique pour l'intégrité du bien et pour la conservation de grands mammifères tels les éléphants et les grands singes, ainsi que d'autres espèces. Ainsi la bonne gestion de ce corridor et de ses forêts doit être une priorité afin d'assurer la conservation de la VUE du bien au long terme (Consultation UICN, 2017).

► Renewable Energy

High Threat
Outside site

Le projet hydroélectrique de Mékin (barrage réservoir, centrale électrique de 15 Mégawatts, ligne HT) est situé sur la rivière Dja, au Nord-Ouest à une vingtaine de km du périmètre inscrit de la Réserve de Faune du Dja. Les travaux d’aménagement ont commencé en 2012. Ce projet est susceptible d’avoir un impact direct sur le bien aussi bien durant la construction que durant la phase opératoire. Le bien sera partiellement inondé par la retenue d’eau et subira le marnage des eaux. L’étude d’impact environnemental et social (EIES) a identifié plusieurs impacts négatifs du projet sur l’environnement, tels « la modification du paysage, la destruction du couvert végétal, la perte des habitats fauniques, la fragmentation écologique, la prolifération des plantes aquatiques envahissantes, la perturbation du mode

de vie des poissons et de toute la faune ichtyologique et le risque de collisions des oiseaux contre les câbles et les pylônes» (UNESCO/UICN, 2015). En novembre 2015, alors que les travaux ne sont pas encore terminés, un incident technique provoque l'inondation de zones proches du barrage et des dégâts dans les cultures et sur la faune locale ce qui suscite l'inquiétude quant à la fiabilité des installations (UNESCO/UICN, 2015). Cet incident est d'autant plus inquiétant que la Société Hydro Mékin n'a pas encore élaboré de rapport sur l'état de mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) du projet et que l'état partie n'a pas donné d'informations sur les mesures prises pour éviter ou atténuer les impacts négatifs sur la VUE du bien.
L'exploitation du barrage a commencé le 11 novembre 2016 avec une mise en eau partielle. L'inondation provoquée a causé des dégâts sur la forêt, a bloqué toutes les routes et paralysé le pont sur la rivière Lobo bloquant la circulation entre Bengbis et Mayomessala (SOC report, 2017). Cette situation indique que les mesures d'atténuation des effets négatifs du barrage sur les communautés locales n'ont pas été mises en œuvre ou ont été inefficaces. La mission de suivi réactif 2015 avait insisté sur le fait que la VUE du bien serait sérieusement menacée dans le cas où le barrage serait achevé sans aucune mesure d'atténuation en place pour réduire les impacts négatifs de ce projet (conformément à ce qui était préconisé dans PGES du projet). Les mesures correctives proposées par la mission de suivi réactif de 2015 qui a recommandé l'inscription du bien sur la liste de Patrimoine Mondial en péril ont été adoptées par le Comité du patrimoine mondial. Ces mesures demandent, entre autres, que l'Etat partie mette en œuvre, de toute urgence, le PGES en veillant à ce que les mesures d'atténuation des impacts négatifs sur le bien soit appliquées (SOC report, 2017).

Potential Threats

High Threat

Les efforts déployés par la société Sud Cameroun Hévéa sont de nature à atténuer les impacts négatifs de ses activités sur le bien. Néanmoins, les activités de la société continuent de représenter un danger sur la VUE du bien. La société Sud Cam Hévéa devrait renforcer son accord de partenariat avec le service de conservation de la RFD en collaboration avec le Bureau de l'UNESCO à Yaoundé de manière à améliorer son efficacité et à prendre en compte les

autres menaces majeures sur le bien.
L'extension des activités de Sud Cam Hévéa risque d'entraîner une croissance démographique continue et donc une pression anthropique supplémentaire sur le bien.
La situation des permis miniers a considérablement évolué depuis la précédente mission de suivi réactif de 2012. En effet, les trois permis d'exploration minière qui chevauchaient le périmètre inscrit sont tous expirés, depuis novembre 2014 et n'ont pas été renouvelés. Ces permis, ne seront pas renouvelés d'après l'Etat partie. Ainsi l'une des principales menaces sur la VUE du bien identifiées lors de la mission de 2012 se trouve écartée.
La perte potentielle de connectivité dans le corridor au coin Sud-Est de la Réserve est une menace potentielle très importante.

► Mining/ Quarrying

High Threat
Outside site

De nombreux permis d'exploration pour des projets miniers ont été octroyés en périphérie du site, l'un d'entre eux (Venture Capital) empiétant sur presque 20% du site mais, le 13 mars 2013, le ministère de l'industrie, des mines et du développement technologique du Cameroun a décidé de réduire ce permit de 20% pour qu'il n'empiète plus sur le bien (SOC report, 2013). Les autres permis empiétant sur le bien n'ont jamais été mis en œuvre et ont expiré. Geovic avait obtenu un permis pour l'exploitation du cobalt et du nickel à la périphérie nord du site (à environ 40 km) sur une surface d'environ 150 000 ha. L'étude d'impact social et environnemental avait été jugée insuffisante par le Comité du Patrimoine Mondial qui avait demandé que cette étude soit refaite. L'Etat partie a signalé en 2015 que GEOVIC avait cessé ses activités mais il n'est pas stipulé si cette cessation est temporaire ou définitive, étant donné que le permis d'exploitation octroyé en 2003 a une validité de 25 ans (SOC report, 2015). En 2016, l'Etat partie confirme que plus aucune activité minière n'a eu lieu dans le bien depuis fin 2014 et que les permis d'exploration dans et autour du bien n'ont pas été renouvelés (SOC report, 2016).

► Crops

High Threat

Outside site

En 2008, une concession de 44 000 ha a été allouée à la société Sud Cameroun Hévéa à la périphérie de la réserve de biosphère (jusqu'à 200m du bien) pour des plantations de caoutchouc, de palmiers à huile et de cacao. L'EIES validée en 2011 a relevé plusieurs impacts négatifs des activités de Sud Cam Hévéa sur l'environnement. Les plus significatifs d'entre eux portent sur les risques d'augmentation du braconnage, de déforestation à grande échelle, de disparition de certaines espèces animales et végétales, de dégradation des ressources en eau de surface et du sol par les produits chimiques. Selon l'opérateur, le projet pourrait attirer jusqu'à 30 000 nouveaux habitants.
Selon le rapport élaboré par Sud Cam Hévéa pour la période de janvier 2012 à juin 2015, le PGES est mis en œuvre de manière significative et contribue à atténuer les impacts négatifs du projet sur la VUE du bien. La mission de suivi réactif de 2015 recommande toutefois de faire évaluer les résultats par un expert indépendant (UNESCO/UICN, 2015).
La mission de suivi réactif de 2015 a été informée de l'obtention en 2014 par Sud Cam Hévéa d'une concession provisoire de 30.000 ha dont 13.000 ha feraient l'objet d'une concession définitive en 2017. La société Sud Cam Hévéa prévoit également la construction d'une usine pour le traitement de base de l'hévéa. Ces nouveaux projets vont entrainer une augmentation de population et exercer des pressions supplémentaires sur les ressources naturelles de la RFD avec des risques de dommage sur la VUE du bien.

Protection and management

Assessing Protection and Management

► Relationships with local people

Some Concern

Il existe un cadre de concertation des acteurs du Dja mais il n'est pas fonctionnel faute de moyen. Un forum d'acteurs de terrain de la Résèrve de la Biosphère du Dja s'est réuni récemment en mai 2017 et l'une des mesures prises a été d'élaborer un projet d'arrêté ministériel définissant la création et le fonctionnement officiels du Forum Dja. Cet outil d'appui à la gestion de la

Réserve de Faune du Dja pourrait aider dans la prise en compte des préoccupations formulées par les communautés en vue de leur contribution à la gestion de la RFD. Par ailleurs, la vente de la viande de brousse semble être l'une des seules possibilités de revenus des populations autochtones et locales (UNESCO/UICN, 2015)

► Legal framework

Mostly Effective

Une application stricte du régime légal actuel du bien suffirait pour préserver sa VUE et pour maintenir son intégrité.

► Enforcement

Serious Concern

La préoccupation principale en matière d'application des lois repose sur la capacité des autorités de gestion et sur la volonté politique d'appliquer la loi et de garantir une capacité financière et technique suffisante aux autorités de gestion (UNESCO/UICN, 2012). Les braconniers ne semblent pas être inquiétés par les poursuites pénales car ils arrivent à trouver des arrangements pour ne pas être sanctionnés à la hauteur de leurs actes. Ce défaut d'application des sanctions décourage les équipes de lutte anti-braconnage (UNESCO/UICN, 2015). Un des buts de ZSL et de AWF, dans le cadre du projet ECOFAC6 pour le Dja dans leur soutien à la lutte anti-braconnage est de développer et de mettre en œuvre un système d'aide aux procédures judiciaires assurant que tous les braconniers (et leur complices) soient condamnés conformément à la loi (ZSL, 2017; AWF, 2014).

► Integration into regional and national planning systems

Mostly Effective

Le bien fait partie du paysage et du projet de conservation de la biodiversité transfrontalière TRIDOM (Dja-Odzala-Minkebe). Ce projet à pour objectif de maintenir les fonctions et la connectivité écologiques de la TRIDOM et d'assurer la conservation à long terme de son système d'aires protégées à travers un aménagement intégré durable et participatif dans l'interzone entre les aires protégées.
En novembre 2014 dans le segment Cameroun, une de l'opération transfrontalière de lutte contre la criminalité faunique a été menée dans le

paysage TRIDOM en collaboration avec le Bureau régional INTERPOL appuyé par GEF/TRIDOM, qui a abouti à l'arrestation de 2 braconniers transfrontaliers légendaires. Une des perspectives pour 2016 présentées par l'Etat partie est l'opérationnalisation de la brigade transfrontalière (TRIDOM) de lutte anti-braconnage basée à Alati (arrondissement de MINTOM au Cameroun).
La réserve du Dja fait également partie du Réseau d'Aires Protégées d'Afrique Centrale (RAPAC), une initiative sous régionale qui coordonne les activités de conservation dans les aires protégées répondant à des critères précis. (SOC report by the State Party, 2016).
Le programme « Initiative pour le patrimoine mondial forestier d'Afrique centrale (CAWHFI) » est dans sa 4ème phase. Dans ce cadre, La RFD bénéficie d'appui substantiel et les activités prévoient de renforcer la gestion du bien pour répondre aux exigences du Comité du patrimoine mondial (UNESCO/UICN, 2015).

► Management system

Some Concern

Le Service de conservation de la Réserve de Biosphère du Dja est placé sous la coordination du Ministre des Forêts et de la Faune.
Le cadre légal de gestion actuelle de la Réserve de Biosphère du Dja n'est autre que son Plan d'Aménagement. Ce document rendu exécutoire en 2008, est arrivé à échéance et le processus de sa révision est assez avancé (il reste la validation nationale et l'arrêté rendant exécutoire ledit plan) (SOC report by the State Party, 2016). De nos jours, le service de la conservation est en train de finaliser l'actualisation d'un nouveau plan de gestion dont la mise en œuvre couvrira la période 2016-2020. Les objectifs de ce plan de gestion se résument en un objectif global, décliné en six objectifs spécifiques opérationnels (UNESCO/UICN, 2015). L'analyse de ces objectifs montre qu'ils répondent bien aux enjeux de protection de la RFD, néanmoins ils ne précisent pas les moyens humains, opérationnels et communicationnels nécessaires au service de la conservation pour l'atteinte des objectifs assignés.

► Management effectiveness

Some Concern

Le plan de gestion est trop général et n'est pas associé à un plan d'action

stratégique et les moyens financiers et en ressources humaines sont insuffisants (UNESCO/UICN, 2012 et 2015). Un nouveau plan de gestion plus stratégique est en cours d'élaboration et son approbation est prévue pour fin 2017 (UICN consultation, 2017). Sur le plan des moyens humains, l'effectif actuel du bien qui s'élève à plus de 80 personnes ne permet pas une surveillance optimale du bien, le conservateur étant souvent obligé de déployer les écogardes dans les zones de fortes pressions de braconnage telle que l'antenne de Djoum. Le taux d'abattage de grands mammifères protégés comme l'éléphant est souvent corrélé négativement à la présence d'écogardes (Maisels et al, 2013; Latour, 2010). Au cours de l'année 2016 il était prévu un recrutement de 100 agents. Cependant, le MINFOF n'est pas sûr de pouvoir tous les affecter au Dja (UNESCO/UICN, 2015). Les moyens logistiques sont également insuffisants avec un déficit criant de moyens roulant terrestres et fluvial (ex : un seul véhicule fonctionnel + un hors-bord fonctionnel). Cette lacune importante doit être comblée de toute urgence pour faire face aux différentes pressions anthropiques qui pèsent sur la VUE du bien.
L'organe de gestion du bien est fonctionnel au niveau de ses quatre antennes et plusieurs autres acteurs interviennent dans la périphérie du bien en termes d'appui à la conservation. Cependant il y'a un besoin urgent d'améliorer l'efficacité de la collaboration entre les acteurs pour une gestion efficace du bien (UNESCO/UICN, 2015).

► Implementation of Committee decisions and recommendations

Some Concern

L'Etat partie a pris plusieurs mesures pour mettre en œuvre les recommandations du comité durant sa 40ème session. Parmi ces mesures, on peut citer les points suivants :
- Un comité interministériel sur le Dja a été créé afin d'améliorer la coordination des actions et de renforcer la conservation durable du bien;
- Aucune activité minière n'est développée dans la RFD depuis fin 2014. Les permis d'exploration minière dans et aux alentours du bien n'ont pas été renouvelés ;
- Le budget de fonctionnement et d'investissement du service de conservation de la RFD connait une croissance continue ;
- Un contrôle régulier des unités forestières d'aménagement (UFA) autour de la RFD a été mis en place ;

- Les connaissances sur l’état de conservation de la grande faune de la RFD ont été améliorées.
- Des contributions à la conservation durable et à la protection du bien ont été apportées par des partenaires comme AWF, ZSL, la Foundation Franz Weber, le zoo de Prague, RAPAC/ECOFAC 5.
- Un cadre de référence a été établi pour la réalisation d’une EESS des projets majeurs autour de la RFD (UNESCO/UICN, 2015).

Cependant, les recommandations n’ont pas toutes été mises en œuvre. Le braconnage, et notamment la chasse commerciale visant des espèces emblématiques continue d’augmenter menaçant l’état des populations d’éléphants en particulier. Le service de conservation du bien manque de moyens aussi bien humains que matériels pour combattre efficacement le braconnage et les autres menaces qui pèsent sur le bien. L’extension des activités de Sud Cam Hévéa risque de résulter en une croissance démographique qui augmentera la pression anthropique sur le bien et enfin, la construction et l’exploitation du barrage de Mékin qui représente une menace majeure pour la VUE du bien se sont réalisées sans qu’aucune mesure d’atténuation des impacts négatifs ne soient mise en œuvre et sans que la société Hydro Mékin n’ait embauché un expert en environnement pour coordonner la mise en œuvre du PGES du projet.

► Boundaries

Some Concern

Le bien a fait l’objet d’un contrôle de ses limites en 2010, sur les bases du décret du 9 juillet 2007. Des erreurs de marquage ont été constatées sur le terrain par la mission de suivi réactif de 2012 (UNESCO/UICN, 2012), certaines de plusieurs kilomètres. Une délimitation imprécise favorise l’empiétement des terres cultivées sur le site.

Aucune zone tampon n’a été instituée lors de la nomination du bien au sens des paragraphes 103 et suivants des Orientations. Une certaine confusion s’opère localement entre la zone périphérique de la réserve de la biosphère MAB et la zone tampon d’un site du patrimoine mondial dont le statut et la vocation sont, à l’évidence, différents. La création d’une zone tampon constituerait une modification mineure des limites du bien et contribuerait à améliorer la protection du bien et à réduire le niveau des pressions périphériques (UNESCO/UICN, 2012).

Le rapport de l’Etat partie 2015 ne mentionne pas d’action engagée à ce sujet.

► Sustainable finance

Some Concern

Le système de financement actuel du bien est basé sur un budget de fonctionnement et d’investissement variable octroyé par l’état camerounais. En 2015, le budget de fonctionnement s’élevait à 32 000 000 FCFA et celui d’investissement à 80 000 000 FCFA pour les travaux de finition de la base vie à Lomié (Gouvernement du Cameroun, 2016). Ce budget ne suffit pas à couvrir l’ensemble des activités et en particulier la lutte contre le braconnage. De plus, il n’y a pas d’autonomie financière locale, ce qui ne permet pas de réagir rapidement aux problèmes quotidiens (UNESCO/UICN, 2012).
Il faut également considérer le financement mobilisé dans le cadre de projets de partenaires tels que la Fondation Franz Weber, ZSL, AWF, SFID, Zoo de Prague, RAPAC/ECOFAC 5, WWF, UNOPS/GEF TRIDOM, CAWHFI et Sud-Cam pour appuyer les actions de conservation et de sensibilisation. ECOFAC 6, financé par l'Union européenne, investira 4 millions d'Euros dans le bien sur les 5 ans à venir. Ce système de financement n’est pas sécurisant et ne couvre pas les besoins réels du bien en termes de surveillance, d’aménagement et de suivi écologique, ou encore d’appui au développement local des communautés périphériques. Il faudrait mettre en place un mécanisme de financement durable des actions de conservation de la RFD. (UNESCO/UICN, 2015)

► Staff training and development

Mostly Effective

Fin 2009, un consultant ECOFAC a formé quelques écogardes à la collecte de données sur transects et à l’analyse de données et un plan d’échantillonage a été établi pour les aider à mettre en œuvre un suivi systématique de la grande faune (Latour, 2010).
En 2013, avec l’aide d’AWF et ZSL, 33 écogardes ont été formés aux techniques de collecte de données en utilisant le CyberTracker pour le monitoring écologique et sept responsables ont été formés à la gestion de base de données (SOC report, 2014).

En 2014, la réserve a bénéficié de l’appui de ZSL pour la formation et le recyclage des écogardes et cadres de la Réserve de Biosphère du Dja sur la gestion de la base de données SMART (Gouvernement du Cameroun, 2015). En outre, les formations suivantes ont également eu lieu en 2014: formation du Conservateur sur l’implication des communautés dans la conservation des aires protégées organisé par l’UNESCO à Limbé; formation de 6 écogardes et 8 stagiaires aux techniques d’inventaire fauniques en milieu forestier à Lomié ; formation des 11 cadres de la RFD à l’utilisation de la trousse à outil EoH ; formation du Conservateur sur l’élaboration des plans d’affaires simplifiés à Libreville ; formation d’un cadre de la RFD sur la lutte contre la criminalité faunique organisé par WWF sous l’égide de la COMIFAC à Yaoundé ; formation du Conservateur sur la gestion des aires protégées en mode partenariat Public-Privé organisé par le RAPAC à Douala (SOC report by the State Party, 2015). ZSL a fourni également depuis plusieurs années des formations sur l'application de la loi, entre autres.

► Sustainable use

Some Concern

La chasse traditionnelle par les pygmées Baka est autorisée sur le site alors que les méthodes de chasse non-traditionnelle sont théoriquement strictement contrôlées (UNESCO/UICN, 2012).
L’agriculture traditionnelle reste la principale activité et la chasse leur principale ressource en protéines animales. La plupart des revenus des foyers provient des plantations et de l’élevage suivis par la pêche et la chasse et enfin du bénéfice tiré de la vente de charbon de bois. Etant donné que la vente du charbon de bois aux villes n'est pas subi à une limite de volume, il est important d'obtenir plus d'information sur la quantité de bois provenant du bien ainsi que sur l'importance de cette acitivité économique pour les villages locales.
Les communautés locales sont très dépendantes des ressources forestières qu’ils utilisent pour de multiples usages : construction, médecine, artisanat, culture et le plus important, la nourriture (Emmanuel A. et al., 2007). ZSL travaille en étroite collaboration avec les communautés locales de la zone tampon sur les activités génératrices de revenus des produits forestiers non ligneux, les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), les réseaux de surveillance communautaire (RSC), les émissions radio de

conservation et l'engagement communautaire dans les études sur la faune.

► Education and interpretation programs

Mostly Effective

En 2014 : 13 voyages pour des écoliers de Messamena, au centre d'éducation environnemental du Parc de la Mefou et aux Jardin zoologique de Mvog-Betsi et Limbé ; 2 campagnes de sensibilisation des populations de la boucle de Mekas sur les objectifs de conservation de la Réserve de Faune du Dja et de développement durable avec la collaboration de FCTV et le RAPAC; 1 campagne d'information et de sensibilisation d'une cinquantaine de vendeurs de viande de brousse et de chasseurs de la zone de Lomié sur la réglementation en matière de chasse et de collecte des produits fauniques au Cameroun en partenariat avec l'ONG FCTV ; 2 émissions télévisées de Science et développement à la CRTV; atelier de sensibilisation des Chefs traditionnels de l'Arrondissement de Meyomessala riverains à la concession de Sud Cameroun Hévéa sur la nécessité de contribuer à la conservation de la Réserve de Faune du Dja; production et distribution de plus de 1000 manuels d'éducation environnementale dans les établissements scolaires des antennes Ouest et Est (SOC report by the State Party, 2015) ;
En 2015, l'Etat partie signale des actions menées dans les établissements scolaires concernant l'éducation environnementale sur la loi faunique avec un accent sur les espèces protégées ainsi que la diffusion à la Radio communautaire OTETE de deux émissions hebdomadaires sur l'éducation et la sensibilisation environnementale en langues française et locale (Bulu) (Gouvernement du Cameroun, 2016). Le Congo Basin Institute, en partenariat avec MINFOF, a établi la station de recherce de Bouamir dans la partie Nord-Ouest du Dja. Depuis des décennies, celle-ci est un centre de recherche pour des chercheurs et des étudiants d'Afrique Centrale. De multiples cours de terrain y ont été conduit pour des étudiant internationals et camerounais. Cette station, l'une des rare stations de recherche du type, est opéré à un très haut niveau (UICN consultation, 2017).

► Tourism and visitation management

Some Concern

Peu de données/statistiques sont disponibles à ce sujet et ce volet ne semble pas être très développé ni faire partie des priorités. En 2014, l'écotourisme

représente un total de 114 touristes dont 7 nationaux, 11 résidents et 96 étrangers pour une recette globale de 719 000 FCFA pour l'Etat (State party, 2015).

► Monitoring

Mostly Effective

Le suivi écologique était auparavant approximatif et peu efficace en raison du manque de moyen et de formation et d'un accès difficile aux données existantes (perdues, mal archivées ou difficiles d'accès) (UNESCO/UICN, 2012).
En août 2013, AWF a aidé à la mise en place d'activités de suivi écologique et d'anti-braconnage à l'Est du bien. Ce suivi est toujours en cours avec l'appui technique et financier d'AWF, couvrant actuellement 4 sites du secteur Nord du bien (Bouamir, Schouam, Nkoubar et Ndengue). Des équipes de 4 à 5 écogardes et 2 porteurs effectuent des patrouilles guidées avec l'outil CyberTracker. Les équipes sont relayées tous les dix jours pour assurer une surveillance quotidienne dans les 4 sites (AWF, 2017).
Une base de données SMART (Spatial Monitoring and Reporting Tool) est actuellement opérationnelle et sert d'outil à la décision à travers l'analyse régulière des données géoréférencées relatives à la dynamique des populations animales et aux activités anthropiques dans la Réserve (Gouvernement du Cameroun, 2015). 45 pièges-caméras ont également été installés pour le suivi et la surveillance de l'état de la VUE (Gouvernement du Cameroun, 2016).
ZSL, en partenariat avec MINFOF, maintien un programme actif de suivi de la perte et la dégradation des habitats dans la réserve et ses environs à base d'outils de télédétection. ZSL et MINFOF mettent en oeuvre un programme de pointe de suivi de la faune, consistant d'études à base d'échantillonage à distance, de taux de rencontre, de pièges-caméras et d'études du marché de la viande de brousse. Deux études à base de quarante pièges-caméras ont été complété dans les secteurs Nord-Ouest et Sud (Bruce et al., 2017a,b, in prep.).

► Research

Mostly Effective

Peu de travaux de recherche sont actuellement en cours (UNESCO/UICN,

2012). En 2014, l'Etat partie signale avoir accueilli 32 chercheurs nationaux et 11 chercheurs étrangers pour 4 missions de recherche : Université de Yaoundé 1 sur les thèmes « Diversité floristique et stock de carbone dans la partie Est de la Réserve de Faune du Dja » et « Suivi de la dynamique forestière dans la RFD » ; Université de Prague sur le thème « Perception de certaines espèces animales par les populations riveraines de la RFD » ; Université de Ghent en Belgique sur le thème « Exploration of ectomycorhizal macro fungi and their root types in Cameroon riparian and rain forests to reveal hidden diversity of Russulacea species and other ectomycorhizal fungi in Cameroon ») (SOC report by the State Party, 2015). Le Congo Basin Institute, en partenariat avec MINFOF, a établi la station de recherce de Bouamir dans la partie Nord-Ouest du Dja. Depuis des décennies, celle-ci est un centre de recherche pour des chercheurs et des étudiants d'Afrique Centrale. De multiples cours de terrain y ont été conduit pour des étudiant internationals et camerounais. Cette station a produit une vaste collection de recherche et de publications sur les écosystèmes, les espèces, les processus écologiques des forêts de la région. Beaucoup de chercheurs internationals et d'Afrique Centrale y ont travaillé ou suivi une formation. Cette station, l'une des rare stations de recherche du type, est opéré à un très haut niveau (UICN consultation, 2017).

Overall assessment of protection and management

Some Concern

En raison d'une application inefficace des ressources, la gestion du site n'est pas efficace et reste préoccupante particulièrement pour le contrôle du braconnage malgré un effort des autorités de gestion ces dernières années. L'intensification du braconnage est liée à l'augmentation de la demande en viande de brousse, au trafic organisé et international de produits animaliers, à la corruption et l'impunité des contrevenants et à la faiblesse des contrôles anti-braconnage (pas assez fréquents, ne couvrant pas toute la réserve). La mise en place de nouveaux systèmes de suivi (MIST/SMART et pièges-caméras) avec l'appui technique des partenaires pourrait permettre une meilleure surveillance du bien et surtout une évaluation de l'efficacité de cette surveillance. Cependant, le manque criant de personnels formés (écogardes) reste le premier frein à l'efficacité de cette surveillance.

► Assessment of the effectiveness of protection and management in addressing threats outside the site

Serious Concern

Les principales pressions venant de l'extérieur du bien sont liées au braconnage et à la déforestation en périphérie du bien, exacerbés par l'implantation de grands projets industriels (barrage hydro-électrique, plantations industrielles et exploitation forestière). Les ressources disponibles sont insuffisantes pour gérer efficacement ces pressions (UNESCO/UICN, 2012 et 2015). La bonne gestion des forêts aux alentours du bien, surtout dans l'unique corridor restant qui établi encore une connection écologique avec les autres aires protégées de la TRIDOM, est d'une priorité cruciale pour la conservation à lon-terme des grands mammifères du bien. Si la société Sud Cam Hévéa a commencé à mettre en œuvre son PGES de manières significative (les résultats devant encore être évalués par un expert indépendant), l'extension prochaine de ses concessions représente un nouveau risque d'accroissement de la pression humaine sur le bien. Enfin, il est très inquiétant que les impacts négatifs générés par la construction et l'exploitation du projet de barrage de Mékin n'aient, jusqu'ici, été atténués par aucune mesure concrète sur le terrain et qu'aucun expert en environnement n'ait été mandaté pour mettre en œuvre le PGES malgré les rappels insistants du comité à ce sujet (SOC report 2016 et 2017).

► Best practice examples

Les braconniers d'espèces protégées agissent pour des réseaux de trafiquants (commanditaires, grossistes, transporteurs…). Pour aider à arrêter et à condamner les trafiquants selon les lois en vigueur et lutter contre la corruption, des ONG comme The Last Great Ape (LAGA) basée au Cameroun ont prouvé leur efficacité (34 trafiquants majeurs arrêtés et condamnés en 2016). LAGA vient appuyer les structures existantes et agit dans 4 domaines : les investigations (enquêtes sur le terrain) ; les opérations (assistance technique auprès du MINFOF et des forces de l'ordre pour l'arrestation des contrevenants, dépôt de plaintes) ; l'assistance juridique (accompagnement jusqu'au procès); la médiatisation des opérations réussies (arrestations, condamnations), le grand public est informé que la loi est réellement appliquée et que les trafiquants d'espèces animales protégées

sont des criminels. http://www.laga-enforcement.org/

State and trend of values

Assessing the current state and trend of values

World Heritage values

▶ **Large éventail d’espèce de primates**

High Concern
Trend:Deteriorating

Un recensement des populations de grands singes menée fin 2009 sur une petite portion de la réserve (environ 13%) a estimé que la population de gorilles était stable sur cette portion de la réserve depuis les 15 dernières années (depuis le recensement par Williamson et Usongo, 1995) et que celle des chimpanzés était légèrement en baisse. En dehors des grands singes, 5 espèces de petits singes avaient été rencontrées, le plus commun étant le hocheur (Cercopithecus nictitans) (Latour, 2010). Une étude réalisée plus récemment (MINFOF et UICN, 2015) montre une forte diminution des gorilles et une stabilité constante de la population de chimpanzés.
En 2016, l’ONG LAGA signale une tendance à la hausse du trafic de grands singes de plus en plus professionnel au Cameroun (pour la viande et les parties de corps) avec 64 crânes saisis en 2016 (18 de gorilles et 46 de chimpanzés). 13 de ces crânes de chimpanzés furent saisis sur des trafiquants voyageant de Somalomo (antenne Nord de la réserve du Dja) vers Abong Mbang (LAGA, 2017).

▶ **Habitat pour de nombreuses espèces remarquables dont beaucoup sont menacées dans le monde**

High Concern
Trend:Deteriorating

Les densités d’espèces protégées ont fort diminué depuis l’inscription du bien (éléphants, buffles, bongos, certains primates) (UNESCO/UICN, 2012). Il n’y a pas eu de programme de suivi systématique sur le long terme il est donc difficile d’évaluer précisément les diminutions d’effectif pour chaque espèce. Cependant, plusieurs études ont montré que de nombreuses espèces

de mammifères étaient toujours présentes et relativement abondantes. En 2016, le premier suivi systématique des mammifères (moyens et grands) par pièges caméras mené dans la réserve du Dja a détecté 32 espèces de mammifères. Malgré un braconnage omniprésent et l'intensification du commerce illégal d'ivoire, d'écailles de pangolins et de grands singes, cette étude confirme la présence de ces espèces sur une petite surface d'échantillonnage non loin de villages permanents ce qui prouve que la réserve du Dja reste une aire protégée importante pour la conservation des moyens et grands mammifères du bassin du Congo (Bruce et al., 2017ab, in prep).

► **Forêt pluviale primaire avec des écosystèmes riches et variés**

High Concern
Trend:Deteriorating

La pression sur les ressources et le déclin de certaines espèces de mammifères (les éléphants en particulier) jouant un rôle important dans les processus écologiques pourraient provoquer un déclin significatif des valeurs associées au critère (ix).

Summary of the Values

► **Assessment of the current state and trend of World Heritage values**

High Concern

Trend: Deteriorating

Les richesses naturelles sont toujours présentes sur le site et la diversité des espèces de moyens et grands mammifères est relativement préservée. La forêt demeure intacte et subit que peu de menaces, ce qui est un point fort positif. Néanmoins, la situation est très préoccupante. Des signes de détérioration sont présents. Il y a une forte diminution perceptible des effectifs de faune sauvage (catastrophique pour les éléphants et d'un epréoccupation importante pour les grands singes) comparé aux niveaux relevés à l'époque de l'inscription. Cette forte diminution de certains grands mammifères risque d'entraîner une perte de leurs fonctionnement écologique. La demande en terre, en viande de brousse et le trafic organisé des produits animals (ivoire, écailles de pangolins, trophées de grands singes) associés à la pression des projets de développement (plantations,

barrage, exploitation forestière) installés à la périphérie du site pourrait provoquer une nouvelle baisse des valeurs du site. La détérioration des forêts en périphérie du bien entraîne une fragilisation des habitats pour les grands mammifères et le maintien de la connectivité écologique du corridor forestier dans le coin Sud-Est de la Réserve est une priorité cruciale pour la conservation à long terme des grands mammifères et de la Valeur Universelle Exceptionnelle du bien.

Additional information

Benefits

Understanding Benefits

► Legal subsistence hunting of wild game

La chasse traditionnelle est autorisée uniquement dans l’espace d’utilisation villageoise conformément aux « droits d’usage » pour les communautés indigènes, cependant, elle ne doit ni concerner les espèces protégées ni faire l’objet d’une activité commercial (UNESCO/UICN, 2012).

► Collection of medicinal resources for local use

Des enquêtes ethnobotaniques révèlent que les populations vivant à la périphérie et à l’intérieur de la réserve exploitent 68 espèces de fruitiers sauvages et près de 350 espèces végétales dans la pharmacopée locale (Canopée n° 12). L'enquête ethnobotanique menée entre Janvier et Avril 1994 en périphérie de la réserve du Dja a permis de recenser 24 espèces végétales utilisées localement par les populations Badjoué, Bulu, Zimé et pygmées Baka dans le traitement des maux de dos (Betti et Lejoly, 2010)

► Outdoor recreation and tourism

Le développement du tourisme pourrait faire une contribution modeste à l’économie locale et nationale étant donné que la réserve du Dja attire des touristes nationaux et internationaux, à la fois pour son patrimoine naturel et

culturel. En outre, l’écotourisme pourrait valoriser la culture locale à travers des initiatives de développement des populations autochtones.

► Importance for research

La station de recherche de Bouamir est un centre de recherche important dans la région d'Afrique Central, et plusieurs chercheurs nationaux et internationaux sont accueillis chaque année sur le site. La réserve de faune du Dja appartient au bloc forestier considéré comme le plus grand en Afrique pour le maintien de la diversité biologique. Son écosystème riche et varié reflète l’évolution écologique en cours dans ce type d’environnement. Elle offre donc un terrain propice à la recherche.

► Contribution to education

La réserve du Dja est un site important pour les activités éducatives et de formation pour les populations locales. Il sera essentiel d’impliquer les nouveaux immigrants sur la zone dans les activités de sensibilisation et d’éducation afin d’atténuer la pression anthropique sur le bien.

► Direct employment

En 2015, le personnel de la réserve du Dja (réparti sur plusieurs antennes) était constitué de 77 personnes dont 63 écogardes (SOC, 2015)

► Tourism-related income

Le tourisme dans la reserve, bien qu'ayant un potentiel limité, a déjà procuré des bénéfices aux communautés locales (notamment les Pygmées Baka) de l’ordre de 1 279 000 FCFA (2558 USD) entre avril et juillet 2013. En 2014, les revenus issus du tourisme ont rapporté 719 000 FCFA à l’état camerounais (SOC report by the State Party, 2015).

Summary of benefits

Le principal bénéfice apporté par le site est l’accès à ses ressources pour les pygmées Baka. Il offre également une possibilité de développement pour les populations locales et mondiales dans le domaine du tourisme, de la recherche

et de l’éducation.

Projects

Compilation of active conservation projects

№	Organization/ individuals	Project duration	Brief description of Active Projects
1	Fondation Franz Weber	From: 2013 To: 2018	Aide à la conservation durable de la réserve de faune du Dja. Renforcement de l’aide pour le RRF (Rapid Respons Favility).
2	RAPAC/ECOFAC 5		Appui aux populations riveraines de la boucle de Méka. Promouvoir un développement durable de l’antenne Ouest de la réserve à travers l’utilisation raisonnée des ressources naturelles. 199 822 € sur 2 ans.
3	ZSL		Aide au renforcement de la protection de la faune et de la surveillance (avec l’approche SMART) dans et autour de la réserve de faune du Dja pour combattre la pression de chasse sur le bien. Programmation des patrouilles, équipement et formation des écogardes et des équipes de gestion de la réserve. Formation des écogardes, gendarmes, les judiciaires, et la direction de MINFOF en matière d'application de la loi. Travaillant avec les communautés locales dans la zone tampon sur les produits forestiers non-ligneux, les réseaux communautaires de surveillance, émissions de radio. Collaboration avec le secteur privé (entreprises forestières, opérateurs de barrages et de plantations industrielles) afin d'établir les bonnes pratiques. Recherche sur les espèces menacées au sein de la Réserve.
4	AWF		Appui au services de conservation de la reserve du Dja pour établir un programme de monitoring de la faune et des activités humaines pour lutter contre le braconnage. Formation du personnel de la reserve à l’utilisation des logiciels de conservation CyberTracker et SMART.

№	Organization/ individuals	Project duration	Brief description of Active Projects
5	ECOFAC 6	From: 2017 To: 2021	6 millions d'Euros sur 5 ans pour le Service de conservation du Dja du MINFOF, administré par ZSL et AWF.

REFERENCES

№	References
1	AWF, 2014. Final report to the Cleveland Metroparks Zoo and Cleveland Zoological Society.
2	AWF, 2017. Report summarizing law enforcement efforts.
3	Bakwo fils, 2009. Inventaire des chauves-souris de la réserve de biosphère du Dja, Cameroun, le Véspère, (2): 11-20
4	Betti J.L. et Lejoly J, 2010. Contribution à la connaissance des plantes médicinales de la réserve de biosphère du Dja au Cameroun : plantes utilisées dans le traitement des maux de dos. International Journal of Biological and Chemical Sciences. Mai 2010.
5	Betti J.L., 2004. Impact of forest logging in the Dja Biosphere Reserve, Cameroon. Ministry of Environment and Forestry, Yaoundé, Cameroon, 13p.
6	Bruce, T, et al. 2017. A conceptual model for defaunation of northwest Central African forests. Submitted to Oryx.
7	Bruce, T, et al. in prep. Camera-trap survey for larger terrestrial wildlife in Dja Biosphere Reserve, Southern Sector, Cameroon. Zoological Society of London – Cameroon, Ministry of Forests and Fauna (MINFOF), Yaoundé, Cameroon.
8	Bruce, T. et al. 2017a. Camera-Trap Survey for Larger Terrestrial Wildlife in the Dja Biosphere Reserve, Cameroon. Zoological Society of London (ZSL) & Ministry of Forests and Fauna (MINFOF), Yaoundé, Cameroon. 92p.
9	Christy, P. 1994. Inventaire ornithologique de la réserve de faune du Dja. Rapport ECOFAC/Cameroun, AGRECO/CTFT.
10	Emmanuel, A. T. et al., 2007. Demographic pressure and natural resources conservation. Ecological Economics, Vol. 63, Issue 3, Pages 475-483, Elsevier Ltd.
11	LAGA, 2016.Annual report. 39p. http://www.laga-enforcement.org/
12	Latour, S. 2010. Evaluation du statut des grands singes et formation du personnel aux méthodes de monitoring des grands mammifères, janvier 2010, BRL Ingénierie-SECA/GFA/DFS, 76 p

№	References
13	MINFOF & IUCN. 2015. Caractérisation de la population de grands et moyens mammifères dans la Reserve de Faune du Dja: Potentiel et menaces. Yaoundé, Cameroun.
14	Maisels, F., Strindberg, S., Blake, S., Wittemyer, G., Hart, J., Williamson, E.A., Aba'a, R., Abitsi, G., Ambahe, R., Amsini, F., Bakabana, P.C., Hicks, T., Bayogo, R., Bechem, M., Beyers, R. et al. (2013). Devastating decline of forest elephants in Central Africa. PLoS One 8: e59469
15	Ngo Bata, M, J Easton, O Fankem, T Wacher, T Elisée, PA Taguieteu, D Olson. In press. Extending the northeastern distribution of mandrill (Mandrillus sphinx) into the Dja Faunal Reserve, Cameroon. African Primates.
16	Randolph, S et Stiles, D. 2011. Elephant meat trade in Central Africa : Cameroon case study. Gland, Switzerland: IUCN. 62p.
17	SOC report by the State Party/Rapport de l’Etat partie sur l’état de conservation, 2016. 41p.
18	SOC report, 2008, 2010, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017. State of Conservation report. http://whc.unesco.org/en/soc/3454
19	UNESCO/UICN, 2006. Rapport de mission Suivi de l’état de la conservation de la Réserve de Faune du Dja en République du Cameroun, site de Patrimoine Mondial. 25p
20	UNESCO/UICN, 2012. Rapport de mission de suivi réactif conjointe UNESCO/UICN à la réserve de faune du Dja. 48p.
21	UNESCO/UICN, 2015. Rapport de mission de suivi réactif conjointe UNESCO/UICN à la réserve de faune du Dja. 38p.
22	Underwood, EC, D Olson, AD Hollander, JF Quinn. 2014. Ever-wet tropical forests as biodiversity refuges. Nature Climate Change 4:740–741. doi:10.1038/nclimate2351
23	Williamson et Usongo, 1995. Recensement des populations de primates et inventaires des grands mammifères. II Recensement des éléphants, gorilles et chimpanzés dans la Réserve de Faune du Dja (Cameroun). Rapport technique. Projet Ecofac, Agreco. 47 p.